

FIGARO

quotidien national français

ANCHE 23 NOVEMBRE 1997 (N° 16 570) - NUMÉRO QUADRUPLE : 25 F ★ A

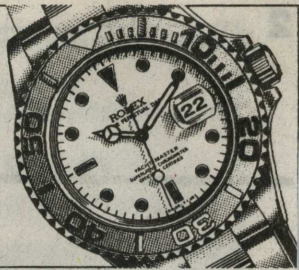
+ *madame* +
FIGARO

TV

MAGAZINE

ISSN 0182-585

ROLEX
DUBAIL
Horloger - Joaillier
21, place Vendôme
Paris 1^{er}
01 42 61 11 17



embourg
dit

près socialiste de Brest
les Quinze.

ainsi un droit de regard sur
les performances nationales
pour aider les sans-emploi.

● **Le texte signé dans la soirée** au sommet européen à Luxembourg devrait être largement discuté au cours des débats qui auront lieu aujourd'hui à Brest.

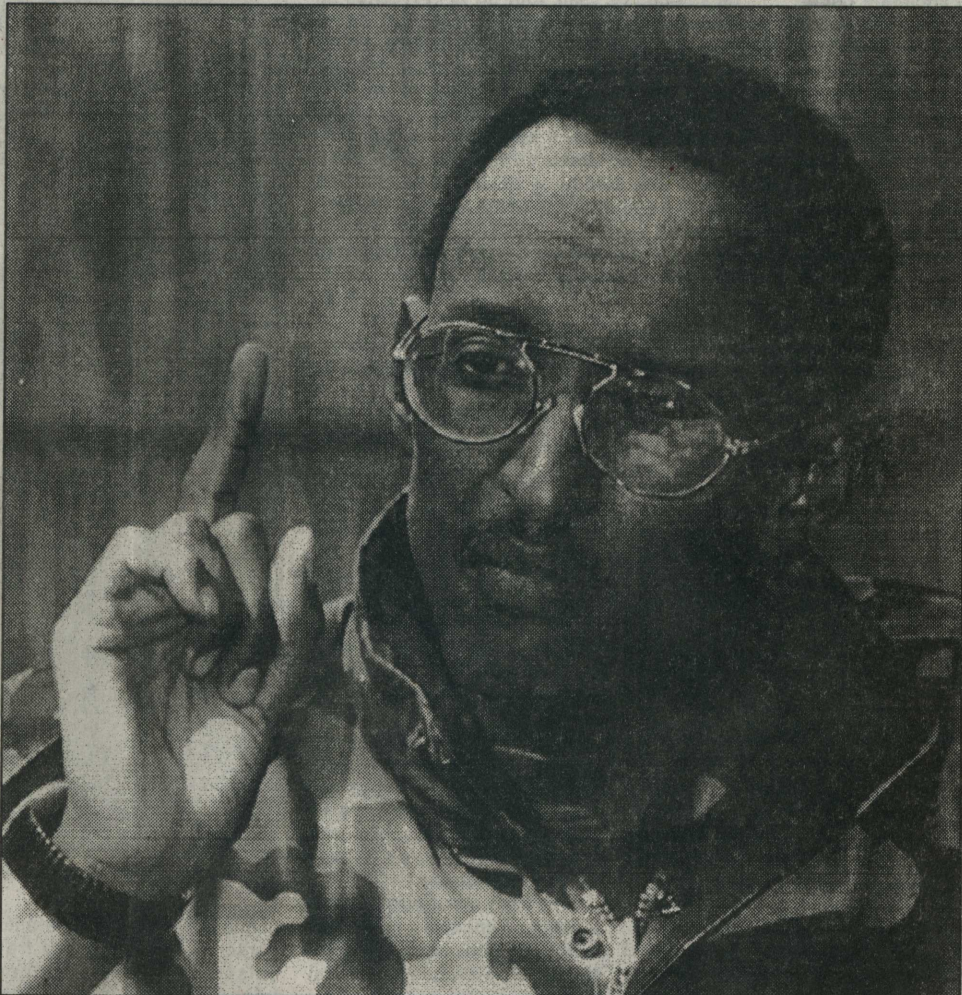
● **Le congrès du Parti socialiste** doit notamment déterminer le passage de témoin entre Lionel Jospin et son successeur à la tête du PS, François Hollande, qui sera officiellement élu jeudi.

● **« Brest sera un congrès de sacre »** pour le premier ministre, a estimé Julien Dray. Mais, hier soir, le chef du gouvernement a estimé qu'« il est temps de désacraliser le pouvoir » et assuré qu'il continuera son travail « sans prendre la grosse tête ».

● **Selon un sondage CSA**, publié hier, 61 % des Français font confiance à M. Jospin contre 34 % ; 5 % ne se prononcent pas.

(Pages 3, 4, 5
et Le FIGARO économie,
page 1)

L'homme fort du Rwanda parle



En juillet 1994, Paul Kagamé avait critiqué l'intervention des casques bleus français.

(Photo Pierre Bousset/AFP.)

Le général Paul Kagamé révèle les circonstances de son arrestation à Paris en 1992.

Le malentendu entre Paris et le général Paul Kagamé, l'homme fort du Rwanda, date de 1992. Le chef de la rébellion majoritairement tutsi avait été invité pour des discussions à Paris. Après avoir été reçu au ministère des Affaires étrangères, il fut arrêté par la police.

● **Le Quai d'Orsay l'avait averti** : « Si vous n'arrêtez pas le combat vous ne retrouverez pas vos familles, parce que tous auront été massacrés ! »

● **Il continue de dénoncer l'opération « Turquoise » de 1994** : « Les soldats français ont sauvé des vies. Celles des gens qui avaient participé au génocide ! »

(Les propos recueillis par Renaud GIRARD page 2)

Un entretien avec l'homme fort du Rwanda

Quand la France jetait Kagamé en prison...

En janvier 1992, le chef de la guérilla du Front patriotique rwandais est invité à Paris. Il est reçu au Quai d'Orsay et à l'Élysée. Puis il est arrêté par la police.

Personnalité austère et timide, haute et mince silhouette de Tutsi, tout juste 40 ans, Paul Kagamé est très marqué par la culture anglo-saxonne. Il déteste se mettre en avant. Il se contente du titre de vice-président et ministre de la Défense du Rwanda, alors qu'il est incontestablement l'homme fort de l'ancienne petite colonie belge. En 1994, il a mené le FPR (Front patriotique rwandais, majoritairement tutsi) à la victoire militaire contre un régime qui, phagocyté par ses extrémistes hutus, soutenu à bout de bras par l'armée française de 1990 à 1993, se livra d'avril à juillet 1994 à un génocide contre la minorité tutsie. En mai 1997, Laurent-Désiré Kabila, leader « inventé » puis propulsé militairement par Kagamé, s'empare du Zaïre voisin, le plus grand pays d'Afrique.

Sa famille ayant fui les persécutions au Rwanda pour se réfugier en Ouganda alors qu'il avait quatre ans, Paul Kagamé est anglo-

phone. Sa carrière militaire commence en 1980, lorsqu'il rejoint dans le maquis la NRA (National Resistance Army) de Museveni. Lorsque ce dernier s'empare du pouvoir à Kampala, Kagamé est nommé chef de la sécurité militaire de l'armée ougandaise.

Le 1^{er} octobre 1990, jour où le FPR lance sa première offensive armée, Kagamé est à l'étranger, stagiaire à l'École de guerre américaine de Fort-Leavenworth. Il revient précipitamment sur le terrain, où il trouve un FPR – dont le chef est mort au combat – en pleine déconfiture militaire. Il est choisi par les officiers comme nouveau commandant en chef. Imposant une discipline de fer, il parvient en trois ans à transformer cette guérilla en véritable armée.

Dans son bureau du Conseil des ministres à Kigali, il a longuement reçu *Le Figaro*.

R. G.

LE FIGARO. – Alors, Paul Kagamé, vous êtes ce Bonaparte qui avez chassé les Français d'Afrique centrale ?

Paul KAGAMÉ. – Je ne résumerai pas notre lutte actuelle et passée à un combat contre les Français ou contre la France. Ce que nous avons fait, pour prendre le cas particulier du Rwanda, c'est simplement de libérer notre pays de toutes ces forces qui s'obstinaient à nourrir les divisions au sein de notre société... Toute

l'époque directeur des Affaires africaines et malgaches au ministère des Affaires étrangères, (NDLR). Entre autres choses, il nous a dit très clairement : « Si vous n'arrêtez pas le combat, si vous vous emparez du pays, vous ne retrouverez pas vos frères et vos familles, parce que tous auront été massacrés ! » Cinq ans plus tard, ces mots résonnent encore à mon oreille. Je n'arrive pas à les oublier. Il est extrêmement troublant qu'un res-

ne veut pas donner l'impression que j'en ai gardé de la rancœur...

– Mais, si c'est vrai, c'est une énorme bourde diplomatique !

– Certes, il y a eu un problème, mais, dans ma vie, j'en ai vu d'autres... Ce n'est pas grave.

– Oui, mais quand même !

– D'accord, c'est vrai, nous avons été maltraités, ma délégation et moi-même, mais tout ça a pris fin. Certes, il n'y a pas eu d'excuses, mais, bon...

– Il est intéressant de comprendre comment le système diplomatique français a pu commettre une telle gaffe ! On n'emprisonne pas une délégation qu'on a invitée pour dialoguer !

– (Rires). Peut-être que les autorités françaises pensaient tellement que ma place était dans une prison que c'est ainsi qu'elles ont fini par me recevoir... Mais, rassurez-vous, je n'ai pas pris cela mal, j'ai pensé que ça faisait simplement partie du cours normal de notre combat.



Paul Kagamé dans la brousse au nord du Rwanda, en juin 1994, peu avant la prise de Kigali par le FPR. (Photo Bernard Sidler/Gamma.)

tionnés les noms des différentes personnalités officielles françaises que j'avais rencontrées... Rien n'y a fait. Je ne sais vraiment pas ce qu'ils avaient en tête.

– Je n'arrive pas à le croire, en prison, après avoir été reçu par Paul Djuod et Jean Christophe Mitterrand !

Ma réaction a été de m'opposer à l'implication des Français au Rwanda, car ils s'étaient montrés partiaux dans ce conflit depuis le début. Mais c'était simplement pour inscrire noir sur blanc nos objections, car nous savions que notre opposition ne suffirait pas à arrêter

de toute façon à la question initiale : pourquoi étaient-ils là tout court ? Sachez que, à l'époque même de la présence des soldats français de Turquoise, beaucoup de gens ont continué à être tués. Certains dans des lieux très connus, comme le stade de Kibuye,

ils ont sauvé des vies ! Celles des gens qui avaient participé aux massacres !

– Mais l'armée française a aussi déclaré qu'elle avait sauvé de nombreuses vies de Tutsis, en empêchant qu'ils ne soient massacrés.

– Je ne suis pas au cou-

– Attendez-vous de la France des excuses pour l'opération Turquoise ?

– C'est aux autorités françaises de juger par elles-mêmes ; moi, je n'en demande pas.

– Mais les relations franco-rwandaises sont plutôt fraîches...

– Elles ne sont ni mauvaises ni bonnes.

– Alors, comment les améliorer ?

– La communication est très importante. Sans doute que l'acceptation de certaines responsabilités par certaines personnalités françaises impliquées, par le passé, dans le drame rwandais, pourrait faire avancer les choses...

– Pensez-vous que la démocratie de type occidental, telle qu'elle a été prônée à la conférence de La Baule (1990), soit applicable à l'Afrique ?

– Qu'il nous faille la démocratie, c'est certain. Mais l'Occident ne devrait pas prétendre nous prescrire quel type de démocratie. C'est à nous de la trouver, en fonction des circonstances locales.

– Quel grand projet avez-vous à offrir à votre pays de manière à ce que le clivage Hutus-Tutsis soit dépassé ?

– Nous devons faire un immense effort d'éducation. Montrer aux uns et aux autres que personne n'a bénéficié des déchaînements de haine ethnique. Dans ces guerres civiles, il n'y a que des perdants. Montrer que ce clivage est très largement artificiel et qu'il a été honteusement exploité à des fins politiques par la puissance colonisatrice puis par les différents gouvernements de l'après-indépendance.

– En juillet 1996, vous

PROPOS RECUEILLIS A KIGALI PAR RENAUD GIRARD

mon énergie, je l'ai consacrée à la libération générale de mon pays, plutôt qu'à seulement pousser les Français ou tel autre pays à s'occuper de leurs propres affaires...

– En vertu d'accords de coopération militaire, l'armée française a été présente au Rwanda de 1990 à 1993. Pensez-vous qu'elle ait vraiment, au cours de cette période, encouragé les divisions ethniques dans votre pays ?

– Durant la période de

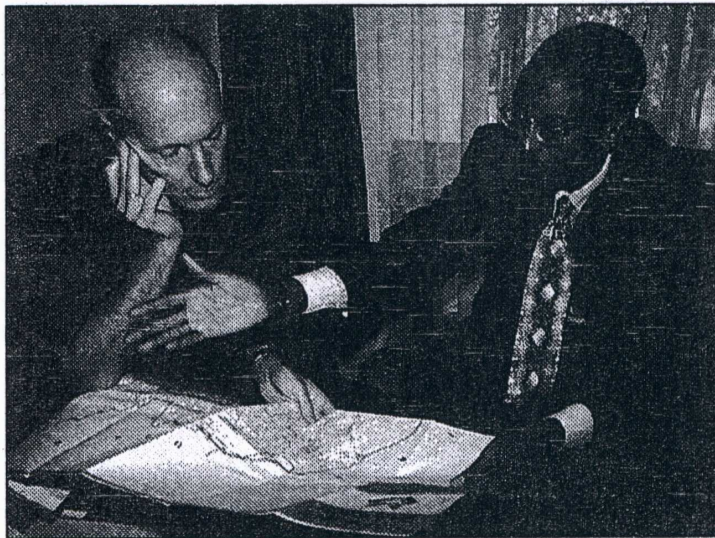
responsable français ait pu annoncer à l'avance un tel massacre. Un responsable français qui, de surcroît, avait partie liée au régime d'Habyarimana ! Et le génocide a bien eu lieu ! Le fait que cette prédiction se soit réalisée me frappe tellement que je ne peux m'empêcher de penser que la France a une part de responsabilité dans ce qui s'est passé deux ans plus tard.

– Paul Djuod est-il le seul responsable français que

ne suffirait pas à arrêter l'expédition française, à empêcher la France d'obtenir un mandat auprès du Conseil de sécurité des Nations unies.

- Pensez-vous vraiment que la France a mis en place cette opération Turquoise pour protéger ses anciens alliés, les Forces armées rwandaises (FAR) du régime d'Habyarimana ? N'avait-elle pas plutôt une sincère motivation humanitaire ?

- Je ne veux pas me livrer à des spéculations intellectuelles. Mais en m'en tenant simplement aux faits sur le terrain, encore aujourd'hui, je ne comprends pas l'utilité de cette opération Turquoise. Si vous la considérez sous le seul angle humanitaire, combien de vies a-t-elle vraiment sauvées ? En fait, dans la zone Turquoise, durant son occupation par les troupes françaises, beaucoup plus de gens ont été tués que sauvés. Demandez-leur combien d'as-



Paul Kagamé répondant, à Kigali, aux questions de notre envoyé spécial Renaud Girard. (DR.)

assinats ont-ils réellement empêchés ?

- Vous voulez dire que, en zone Turquoise, alors que les soldats français étaient déployés, les massacres de civils tutsis par les milices hutues Interahamwe ont continué ?

- Il n'y a aucun doute là-dessus.

- Les officiers français étaient au courant ?

- Demandez-leur. Quoi qu'il en soit, ils étaient là ! Dans l'hypothèse improbable où ils n'auraient même pas réussi à être informés de ce qui se passait dans leur propre zone, on en re-

comme la maison mère des missionnaires de Gikongoro.

- Mais comment expliquez-vous cela ?

- Comment expliquent-ils cela, vous voulez dire ! Moi, je ne saurais pas vous l'expliquer...

- Pensez-vous vraiment que l'expédition française ait protégé et sauvé de nombreux participants du génocide ?

- J'ai simplement dit que les assassinats, les pillages et la fuite vers le Congo d'innombrables assassins ont continué alors que les Français étaient sur place.

- Pensez-vous que, s'il

rant. Peut-être ont-ils sauvé quelques individus, une poignée d'amis à eux. Vous ne pouvez pas sauver un Tutsi, alors que des centaines de milliers d'autres sont tués, et prétendre ensuite que vous avez sauvé toute la population ! C'est aussi l'argument qu'utilisent les « génocidaires » quand ils passent en procès. Ils mentionnent toujours tel individu qu'ils ont sauvé, sans parler des centaines d'autres qu'ils ont tué par derrière.

- Les parachutistes français avaient investi Kigali dès le 9 avril 1994, dans le cadre de l'opération Amaryllis de récupération des Européens. Pensez-vous qu'une fois leur mission achevée, ils auraient dû rester, pour empêcher le génocide de se poursuivre ?

- Ils auraient dû au moins persuader leurs amis des FAR d'arrêter ces massacres ! Ils auraient dû utiliser leur influence !

- Que faudrait-il de concret pour améliorer les relations franco-rwandeses ?

- Nous n'avons pas d'attitude négative envers la France. Mais c'est vrai que nous devons bâtir une relation tout à fait nouvelle. Une relation fondée sur les nouvelles réalités régionales, sur le respect mutuel. Cela ne peut plus être la relation d'un serviteur à son maître. L'ère du paternalisme est finie. Le Rwanda est certes un petit pays pauvre mais ses citoyens sont fiers, ils aspirent à la dignité. Ils sont prêts à respecter les autres, pourvu qu'on les respecte eux-mêmes. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts pour une nouvelle relation avec la France.

- Mais vous n'avez envoyé au sommet de la francophonie d'Hanoï qu'une délégation de second rang...

- Cette conférence, où il s'agit de faire allégeance à une langue et à une culture, ne revêt pas une grande importance pour nous.

Opération Turquoise : « Les soldats français ont sauvé des vies. Celles des gens qui avaient participé aux massacres ! »

avez déclaré à un émissaire de l'Union européenne : « Si vous ne désarmez pas les génocidaires qui ont trouvé refuge au Zaïre, il faudra bien que quelqu'un le fasse. » Est-ce à cette époque que vous avez décidé d'intervenir au Zaïre, ou la décision avait-elle déjà été prise en coopération avec le président Museveni et les Américains ?

- (Rires). J'ai dit cela, c'est vrai. Mais, désolé, je n'ai pas l'intention de répondre à la deuxième partie de la question !

- Quand avez-vous rencontré Kabila pour la première fois ?

- Je ne me souviens plus...

- Avez-vous encore des conseillers militaires auprès de lui ?

- Demandez-lui !

- Dans le nord-ouest de votre pays, faites-vous la guerre ?

- Il y a de l'insécurité, créée par des soldats des ex-FAR et par d'anciens miliciens génocidaires qui sont revenus du Zaïre en se mêlant aux réfugiés civils. Nous nous y attendions.

- Il y a deux mois, un de vos conseillers a envisagé la possibilité d'une nouvelle opération de votre armée au Congo, pour détruire les sanctuaires des ex-FAR...

- Pour le moment, je ne vois pas la nécessité de traverser la frontière. Mais, certainement, nous allons coopérer avec les autorités congolaises sur cette question.

- Peut-on dire qu'au Rwanda et en Afrique centrale, les Américains sont en train de remplacer les Français ?

- Je n'aime pas ce genre d'analyse. La concurrence entre la France et l'Amérique, si tant est qu'elle existe, c'est leur affaire. Nous, nous ne défendons les intérêts ni des Français, ni des Américains, ni de tout autre. Nous ne nous consacrons qu'à nos propres intérêts !

— Durant la période de notre lutte armée (octobre 1990-juillet 1994, NDLR), nous avons constaté que le gouvernement d'Habyarimana entretenait des relations malsaines avec des Etats comme la France, ou la Belgique, ou certains autres, qui avaient choisi d'ignorer les injustices prévalant au Rwanda. Pour nous, il était difficile de comprendre pourquoi ces Etats apportaient un tel soutien à Habyarimana, pourquoi ils se montraient aussi insensibles à ces injustices, alors que, par ailleurs, ils se présentaient comme d'ardents défenseurs des droits de l'homme dans le monde. En fait, ils pratiquaient un double langage caractérisé !

— **Que s'est-il vraiment passé entre vous et la France ? Vous vous êtes rendu à Paris en janvier 1992, n'est-ce pas ? Dans quelle ambiance s'est déroulée cette visite ?**

— Ce fut une courte visite. Je suis allé à Paris pour faire avancer notre cause, pour expliquer les problèmes du Rwanda, ceux-là mêmes qui avaient provoqué notre lutte armée. Je voulais faire comprendre aux autorités françaises les raisons profondes de cette guerre. Evidemment, à ce moment-là, je me suis heurté à d'innombrables difficultés.

— **Lesquelles, concrètement ?**

— Concrètement, je me suis heurté à un manque total de compréhension de la part des autorités. Elles semblaient soutenir, pleinement et ouvertement, le régime d'Habyarimana. Je me souviens encore de certains mots très surprenants d'un responsable français, qui nous avait reçus, mes camarades et moi-même. Son nom était Paul Dijoud (à

responsable français que vous avez vu à cette époque ?

— Non, j'en ai rencontré d'autres. Par exemple, j'ai été reçu par Jean-Christophe Mitterrand (à l'époque conseiller pour l'Afrique à l'Elysée, NDLR).

— **Que vous a-t-il dit ?**

— Tous nos interlocuteurs essayaient de nous expliquer qu'il n'y avait aucune raison de poursuivre la lutte armée. Et nous, nous tentions de les

Avertissement de Paul Dijoud : « Si vous n'arrêtez pas le combat, vous ne retrouverez pas vos familles, parce que tous auront été massacrés ! »

convaincre qu'il n'y avait pas de solution de rechange, puisque tous les autres moyens politiques avaient été épuisés.

— **C'était le premier voyage de votre vie en France ?**

— Oui.

— **Pratiquement, l'accueil qui vous a été réservé par les autorités françaises a-t-il été chaleureux ?**

— (Rires).

— **On m'a dit, à Kigali, qu'il avait eu un petit problème à l'hôtel Hilton ?**

— Oui, oui, enfin...

— **Mais c'est intéressant !**

— C'est intéressant de laisser cela derrière nous et de l'oublier complètement !

— **Attendez, s'il est vrai qu'à l'occasion de la visite que vous avez faite aux autorités françaises vous avez été emprisonné, c'est quand même peu banal !**

— Ecoutez, je ne veux pas entrer dans les détails ; car je

— **Pour que les lecteurs comprennent bien, vous avez été enfermé dans votre chambre d'hôtel ?**

— Non, non, dans une cellule de police.

— **Dans une cellule de police à l'aéroport ?**

— Non, derrière des barreaux dans une cellule d'un bâtiment de la police à Paris. Je ne pourrais pas vous dire où car je ne connaissais absolument pas votre ville. On

Jean-Christophe Mitterrand

— Oui, en prison, pour douzaine d'heures environ

— **Et, le soir, un policier est venu vous ouvrir la cellule et vous libérer sans explication, sans la moindre excuse ?**

— Non, on m'a emmené suite dans le bureau d'un qui a pris mon identité, et m'a interrogé sur une foule de détails. Mais rien de ce que m'a dit ne ressemblait, de

a été amené dans les sous-sols d'un grand immeuble, on est remonté, on a été enfermé.

— **Combien d'heures êtes-vous resté dans cette cellule de police ?**

— De 7 heures du matin à 8 heures du soir, environ.

— **C'est extraordinaire ! Un jour entier ! Et vous étiez vraiment derrière des barreaux ?**

— Oui.

— **Et quand vous avez rencontré Paul Dijoud, après votre journée en prison, vous lui en avez parlé ?**

— Non, cela s'est passé après notre entretien officiel...

— **Si je comprends bien, vous avez d'abord été reçu par le directeur des Affaires africaines et malgaches, et ensuite mis en prison.**

— Oui.

— **Quel motif les policiers ont-ils avancé lorsqu'ils sont venus vous arrêter ?**

— Je n'en ai aucune idée.

— **Mais quoi, ils vous ont simplement dit « désolés, vous devez nous suivre ! »**

— Un matin à l'aube, ils ont fait irruption, le revolver à la main, dans ma chambre d'hôtel (l'Hilton de l'avenue de Suffren, NDLR). Ils ont crié : « Vous êtes en état d'arrestation » et ils ont commencé à tout fouiller. Certains des membres de notre délégation avaient acheté des treillis dans un surplus américain. Les policiers nous ont dit : « Vous êtes un groupe terroriste ! »... Je leur ai alors expliqué qu'on était là dans le cadre d'une invitation officielle, j'ai men-

ou de près, à quelque fois d'excuse.

— **Et après cet incident avez-vous reparlé à Paul Dijoud ou Jean-Christophe Mitterrand ?**

— Non.

— **Peut-être n'ont-ils été mis au courant de ce qui s'est passé ?**

— Ils étaient au courant.

— **Les policiers qui vous ont arrêté étaient en civil en uniforme ?**

— En civil.

— **Cela n'a pas dû vous encourager à maintenir un dialogue étroit avec les autorités françaises...**

— (Rires). Non, je n'ai pas pris cela trop à cœur. Et j'ai eu d'autres rencontres avec des responsables français, notamment à Kampala.

— **De manière plus générale, que s'est-il passé en France de 1992 à 1994 ?**

— Les contacts ont été maintenus entre nos représentants et les autorités françaises. On a poursuivi nos efforts pour essayer de convaincre de la justesse de notre combat. En vain.

— **Quelle a été votre réaction quand vous avez appris en juin 1994, que la France envisageait de lancer une opération militaire humanitaire dans votre pays ?**

— Nous n'avons pas compris pourquoi, grâce à cette zone protégée de l'opération Turquoise, le gouvernement français souhaitait continuer à soutenir les hommes du régime d'Habyarimana, leur offrant un sanctuaire

pacha tours
LE GRAND SPECIALISTE DE LA TURQUIE

Lic. : 75950005

«Personne ne connaît la Turquie comme Pacha Tours»

**Catalogue Automne/Hiver de 52 pages gratuit sur demande
3615 PACHA (2,23 F La minute)**

Renseignements dans votre agence de voyages ou au 01. 47. 42. 16. 31